

CONTRAT A DUREE INDETERMINEE

Note d'information n°I-09-2005

Références :

La loi n°2005-843 du 26 juillet 2005 a modifié l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Celui-ci est désormais composé de 8 alinéas. Les alinéas 1,2,3 restent inchangés et ne permettent de conclure que des CDD. Les alinéas 4,5,6 permettent eux, désormais la conclusion d'un CDI. L'alinéa 7 définit les conditions dans lesquelles il est possible de conclure un CDD. L'alinéa 8 précise les conditions dans lesquelles la conclusion d'un CDI est possible.

Conditions permettant l'établissement d'un contrat à durée indéterminée

- Elles concernent les contrats à durée déterminée, d'une durée maximale de 3 ans renouvelables par reconduction expresse. **La durée des contrats successifs ne peut désormais excéder 6 ans.**
- A l'issue de la période maximale de 6 ans, **ils ne peuvent être renouvelés que pour une durée indéterminée et par décision expresse.** L'administration doit notifier à l'agent non titulaire son intention de renouveler ou non son contrat :
 - Au plus tard le 8ème jour précédant le terme de l'engagement pour les agents recrutés pour une période de moins de six mois,
 - Au début du mois précédant le terme de l'engagement pour les agents recrutés pour une durée égale ou supérieure à six mois et inférieure à deux ans,
 - Au début du 2ème mois précédant le terme de l'engagement pour les agents recrutés pour une durée supérieure à deux ans.

Principe

- Un principe fondamental du statut de la fonction publique territoriale précise que les emplois permanents (soit les emplois créés par l'assemblée délibérante pour une durée indéterminée) doivent être occupés par des fonctionnaires. Par conséquent, le recours à des agents non titulaires ne peut être qu'exceptionnel et temporaire.
- Cependant, il est désormais possible de recruter un agent non titulaire par contrat à durée indéterminée (modifications introduites par la loi n°2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique).

Rappel

En vertu du principe constitutionnel de la libre administration des collectivités, la reconduction d'un contrat pour une durée indéterminée **ne constitue en aucun cas une obligation pour l'autorité territoriale**. Celle-ci peut décider de ne pas renouveler le contrat.

Types de contrats concernés

- Les contrats concernés sont ceux conclus :**
 - Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes,
 - Pour les emplois du niveau de la catégorie A, lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient,
 - Pour pourvoir des emplois à temps non complet (emploi dont le temps de travail n'excède pas la moitié de celui des agents publics à temps complet qui est fixé à 35 h par semaine ou 1607 h par année) dans les communes de moins de 1000 habitants et dans les groupements de communes dont la moyenne arithmétique des nombres d'habitants n'excède pas ce seuil.

IMPORTANT : APPLICATION AUX CONTRATS EN COURS AU 27 JUILLET 2005

Les agents non titulaires qui, au 27 juillet 2005, ont été employés depuis six ans au moins et de manière continue, ne peuvent être reconduits dans leurs fonctions que par le biais d'un contrat à durée indéterminée. Pour ceux en cours, le CDI ne pourra intervenir que lorsque les renouvellements successifs auront atteint une durée de six ans.

Cependant, lorsque l'agent remplit au 1er juin 2004 ou au plus tard au terme de son contrat en cours, trois conditions :

- Être âgé de 50 ans au moins
- Être en fonction ou bénéficier d'un congé en application des dispositions du décret 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale
- Justifier d'une durée de services effectifs de six ans au moins au cours des huit dernières années.

Le contrat est soit transformé en un contrat à durée indéterminée avec effet au 27 juillet 2005, par un avenant disponible au CDG, soit le contrat à durée déterminée en cours continue jusqu'à son terme.